



PLANÈTE

CRISE SANITAIRE

Le chef de l'Etat laisse entrevoir des doses pour les enseignants

Macron envisage que les professeurs soient vaccinés à partir de « mi ou fin avril ». Les syndicats réclament des « engagements concrets »

C'est une lueur d'espoir pour le monde enseignant : mardi 23 mars, lors d'un déplacement à Valenciennes (Nord), le président de la République, Emmanuel Macron, a ouvert la perspective d'une vaccination des professeurs. « *A partir de mi ou fin avril, nous allons avoir plus de vaccins qui vont arriver, et qui nous permettront d'envisager d'avoir des campagnes ciblées sur des professions exposées*, a-t-il annoncé. *Les enseignants en feront légitimement partie.* » Un soulagement pour la sphère éducative, qui réclame depuis des semaines un plan vaccinal, même si le calendrier reste, en réalité, flou.

L'Élysée a en effet rapidement tempéré la valeur d'« annonce » de cette déclaration : il ne s'agit pas d'assurer aux enseignants une campagne qui aurait lieu « mi ou fin avril », mais de dire qu'à partir de cette date, les doses étant plus nombreuses, des professions « exposées » pourront bénéficier du vaccin – entre autres, le 1,2 million d'enseignants et personnels de l'éducation nationale.

Le matin même, plusieurs syndicats (SGEN-CFDT, Snaic et SE-UNSA) envoyaient une lettre ouverte au premier ministre pour demander la vaccination prioritaire des personnels de l'éducation, tandis que la FSU lançait une pétition demandant « *l'accès au vaccin* ». « *On reconnaît enfin que les enseignants sont en première ligne*, se félicite Guislaine David, du SNUipp-FSU. *Le président a envoyé un signal, en disant que*

ce qui se passe dans les écoles n'est pas anodin. » Stéphane Crochet, du SE-UNSA, salue pour sa part des « *annonces positives* ».

« *On demande maintenant à avoir des engagements concrets*, tempère Sophie Vénéitay, du SNES-FSU. *Sur le sujet de la vaccination, on n'en est pas au premier revirement.* » Le 4 janvier, le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, avait en effet déclaré qu'il souhaitait une vaccination des enseignants « *d'ici mars au plus tard* », sans qu'une date précise ne soit annoncée par la suite. Le 1^{er} mars, sur France 2, le ministre de la santé, Olivier Véran, avait finalement confirmé que les enseignants n'étaient pas prioritaires dans le plan vaccinal.

Pour Stéphane Crochet, l'éducation nationale porte le sujet depuis janvier, sans succès. « *C'est en interministériel que cela bloque* », croit savoir le syndicaliste. « *On travaille sur le sujet des vaccins depuis un moment*, assure l'entourage du ministre, *mais le plan vaccinal précis sera tributaire du nombre de doses qui arriveront en avril.* »

« Position dogmatique »

Lorsque ce plan sera enfin à l'ordre du jour, une série de décisions resteront à prendre. Qui vacciner en premier ? Un « ordre de passage » pourrait être établi. « *Il est question de prioriser les personnels en contact avec des enfants sans masque*, précise Stéphane Crochet. *C'est-à-dire les enseignants de ma-*





ternelle et les Atsem [agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles], mais aussi ceux qui s'occupent des plus grands à la cantine, les surveillants et les agents, ainsi que les assistants d'enfants en situation de handicap [AESH]. Cela fait déjà du monde.»

Si les enseignants ont lu dans les déclarations du président une reconnaissance de la « particularité » de leur profession, celle-ci doit désormais « se traduire en actes avec la vaccination, mais aussi toutes les mesures que l'on peut prendre avant la mi-avril », assure Sophie Vénétiay. Mardi matin, au moment de l'intervention de M. Macron, les syndicats d'enseignants participaient à une réunion sanitaire avec le cabinet de M. Blanquer. La FSU y a soulevé la question du brassage dans les établissements du second degré – en particulier dans les collèges, qui ne font l'objet d'aucune mesure spécifique, même si « au cas par cas », les demi-jauges sont autorisées.

« On nous a annoncé un chiffre en augmentation, de 4 000 contaminations par jour pour les enfants et les personnels, s'inquiète Guislaine David. Le ministre tient une position dogmatique, celle de garder les écoles ouvertes coûte que coûte. » Mardi après-midi, M. Blanquer a été interpellé sur le sujet de la vaccination lors des questions au gouvernement. Il a assuré qu'il était « normal d'aller des personnes les plus vulnérables au moins vulnérables », ajoutant que « jusqu'à présent, les professeurs sont dans

les catégories les moins contaminées, il est normal maintenant que leur tour arrive. » Les derniers chiffres de l'éducation nationale, diffusés vendredi 19 mars, faisaient état de 0,16 % de tests positifs parmi les enseignants. ■

VIOLENE MORIN

